



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Evaluation ESSMS Résidence Autonomie Barbara

Date et heure limites de réception des offres :
Le 10 février 2026 à 23h59

CIAS du Blaisois
4, rue des cordeliers
41 000 BLOIS
Téléphone : 02-54-57-41-20

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 3 |
| 1.1 - Objet..... | 3 |
| 1.2 - Mode de passation | 3 |
| 2 - Conditions de la consultation..... | 3 |
| 2.1 - Délai de validité des offres..... | 3 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement..... | 3 |
| 2.3 - Variantes | 3 |
| 3 - Conditions relatives au contrat | 3 |
| 3.1 - Délai d'exécution | 3 |
| 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement..... | 3 |
| 4 - Contenu du dossier de consultation..... | 3 |
| 4.1 - Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises..... | 3 |
| 4.2 - Contenu du dossier de consultation des entreprises..... | 3 |
| 4.3 - Modification de détail au dossier de consultation des entreprises | 4 |
| 5 - Présentation des candidatures et des offres..... | 4 |
| 5-1 Pièces de la candidature..... | 4 |
| 5-2 Pièces de l'offre..... | 4 |
| 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 4 |
| 6.1 - Transmission électronique | 5 |
| 6.2 - Transmission électronique avec le formulaire "MPS" | 7 |
| 7 - Examen des candidatures et des offres | 7 |
| 7.1 - Sélection des candidatures | 7 |
| 7.2 - Attribution des marchés | 7 |
| 7.3 - Suite à donner à la consultation | 8 |
| 8 - Renseignements complémentaires..... | 8 |
| 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact..... | 8 |
| 8.2 - Procédures de recours | 8 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'évaluation ESSMS de la Résidence autonomie Barbara.
Le marché n'est pas alloti.

Lieu d'exécution :
Résidence autonomie Barbara
13 rue de Vauquois
41000 BLOIS

1.2 - Mode de passation

Le présent marché public est passé selon une procédure adaptée ouverte conformément aux articles R 2123-4 à R 2123-6, R 2131-12 et R 2131-18 du code de la commande publique.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre du marché.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Délai d'exécution

Se reporter à l'article 3.5 du Cahier des charges.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

4.1 - Modalités de retrait du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable gratuitement, après inscription, à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Le site internet du Cias dispose d'un lien sur l'onglet « marchés publics » pour accéder directement à ce site.

4.2 - Contenu du dossier de consultation des entreprises

- Règlement de la consultation
 - MAPA -S
 - Cahier des Clauses Particulières
 - Rapport d'activité 2024 consultable : <https://www.ciasdublois.fr/980-rapport-d-activite.htm>
- Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

4.3 - Modification de détail au dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

5-1 Pièces de la candidature

Le candidat joindra les renseignements énumérés ci-dessous relatifs aux capacités professionnelles, techniques et financières :

- Soit le formulaire MPS dans lequel le candidat déclare sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner et dans lequel figure le chiffre d'affaire global concernant les prestations objet du marché réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
 - S'il n'utilise pas le formulaire MPS :
- soit le formulaire DC1 portant lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Et la déclaration du candidat (DC2).
- Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)
- Les références de l'entreprise pour des prestations similaires réalisées au cours des 3 dernières années.
- Le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices.
- Les moyens humains et matériels dont le candidat dispose pour l'exécution du marché.
- La preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5-2 Pièces de l'offre

- Les documents de la présente consultation datés et signés
- Les pièces administratives suivantes listées au Cahier des charges, article 3.9

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Signature : Les documents devant être signés par l'attributaire peuvent être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique, dans des conditions conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique des marchés publics.

Les documents devant être signés par l'attributaire du marché sont notamment (lorsqu'ils sont demandés parmi les pièces de l'offre) les suivants :

- le MAPA simplifié

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. **Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.**

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise, sous pli scellé, dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Attention, pour être éventuellement valablement utilisée :

- cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des plis ;
- l'enveloppe doit comporter la mention lisible "COPIE DE SAUVEGARDE", ainsi que le nom du candidat et l'identification de la consultation concernée.

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation ; c'est un droit du soumissionnaire, qui peut décider ou non de l'exercer.

En cas de remise d'une copie de sauvegarde, celle-ci doit être transmise sous pli scellé, portant les mentions suivantes :

Nom - SIRET - adresse courrier et courrier de l'entreprise

Copie de sauvegarde pour :

Evaluation ESSMS - Résidence autonomie Barbara

NE PAS OUVRIR

Le pli devra être remis contre récépissé ou envoyé par recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

CIAS du Blaisois

4 rue des Cordeliers

41000 Blois

Les plis déposés par porteur sont à remettre **IMPERATIVEMENT** au CIAS du Blaisois - 4 rue des Cordeliers - - 41 000 Blois - ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, le vendredi de 13h30 à 17h00 (hors jours fériés)

Si elle est ouverte à la place de l'offre principale, lorsque la situation le justifie, elle s'y substitue totalement. La copie de sauvegarde doit donc contenir tous les éléments requis et être signée comme l'offre principale lorsque la signature est exigée. La candidature de la copie de sauvegarde doit donc comporter une lettre de candidature (formulaire DC1) et d'une déclaration du candidat (formulaire DC2) en lieu et place du formulaire MPS.

Formats de fichiers acceptés :

Pour les documents exigés par le pouvoir adjudicateur, les formats autorisés en réponse sont :

- pour les BPU, DQE et DPGF (lorsqu'ils sont demandés parmi les pièces de l'offre) : format .XLS (Excel 97-2003)
- pour les autres documents : format .PDF

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le pouvoir adjudicateur, il lui appartient de les transmettre dans des formats réputés "largement disponibles" (ex. : Word 97-2003, PowerPoint 97-2003, RTF, DWG, JPG, AVI, etc.).

Catégorie de certificats admis :

Les opérateurs économiques peuvent indifféremment utiliser un certificat appartenant :

1. à l'une des catégories de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS, mentionné à l'article 12 de l'ordonnance du 8 décembre 2005 susvisée et figurant sur la liste prévue à l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2012 susvisé ou
2. à l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification figurant sur la liste de confiance d'un État-membre, telle qu'établie, transmise et mise à la disposition du public par voie électronique par la Commission européenne conformément à l'article 2 de la décision 2009/767/CE du 16 octobre 2009 susvisée ou
3. à l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répondent à des normes équivalentes à celles du référentiel général de sécurité, défini par le décret du 2 février 2010 susvisé. En cas d'usage d'un certificat appartenant à une catégorie de certificats mentionnée au présent point 3, le signataire doit obligatoirement transmettre, avec le document signé, l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique :

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PAdES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF) ;
- le format CAdES (que la signature soit attachée ou séparée) ;
- le format XAdES (que la signature soit attachée ou séparée).

Logiciels d'apposition de la signature électronique :

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

Vérification de la signature électronique :

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le profil acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (i.e. : un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de l'arrêté du 15 juin 2012.

Attention : La signature du dossier compressé ne vaut pas signature des pièces qu'il contient. Les fichiers doivent être signés individuellement.

Virus :

Il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer :

Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par le pouvoir adjudicateur.

Assistance :

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est le 04 92 90 93 27.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission électronique avec le formulaire "MPS"

Ce marché est conforme au dispositif MPS (Marché Public Simplifié) et permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro SIRET.

En se connectant à l'adresse <https://www.marches-securises.fr>, les candidats peuvent transmettre certains éléments standards de leur candidature. Les informations les concernant sont directement récupérées, par le serveur MPS, auprès des administrations concernées. Un formulaire MPS (ou DUM - Document Unique de Marché) est automatiquement généré à l'écran.

Le DUM remplace la lettre de candidature - DC1 - et la déclaration du candidat - DC2 - (ces documents ne sont plus à fournir).

Le soumissionnaire ajoute, si demandés, les éléments de capacités nécessaires pour compléter sa candidature. Il complète le dossier d'offre avec les pièces demandées.

Les attestations fiscales et sociales ne sont pas nécessaires ; elles seront automatiquement récupérées *via* le serveur MPS.

En mode MPS, **la réponse par voie électronique est obligatoire mais la signature électronique n'est pas exigée** (la signature sera demandée a posteriori à la seule entreprise retenue).

A l'issue du processus d'analyse, le marché rematérialisé et signé sous forme "papier" avec l'attributaire.

L'utilisation du formulaire MPS est fortement préconisée mais le candidat peut néanmoins répondre par tout autre moyen.

Si vous ne disposez pas d'un numéro SIRET, vous pouvez néanmoins soumissionner en cliquant, au moment du dépôt, sur le bouton "CANDIDATURE CLASSIQUE".

Dans ce cas, vous devrez candidater comme usuellement, à l'aide des formulaires DC1 et DC2.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|---|-------------|
| 1-Prix des prestations | 40,0 |
| 2- Qualité du dossier technique et de la méthodologie proposée | 40,0 |
| 3- Composition et référence de l'équipe dédiée à l'évaluation externe | 20,0 |

7.3 - Suite à donner à la consultation

La présente consultation ne comporte pas de phase de négociation.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

CIAS du Blaisois
4 rue des Cordeliers
41000 Blois

Auprès de : Cindy ANTIER-GOMIOT

Téléphone : 02 54 57 41 38

Courriel : Cindy.ANTIER-GOMIOT@ciasdublaisois.fr

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

-Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

-Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

-Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.

-Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.